

social investment state that was briefly introduced in Murray's paper. Unlike the other three chapters reviewed in this paper, Saint-Martin in part returns to the conventional unisolar approach in that he places the state at the centre of his policy analysis. He explains that the distinguishing feature of the social investment state is that the future is its ideological and political justification. Saint-Martin further emphasizes that the social investment state develops strategies to integrate people in society through active economic participation. In other words, the social investment state aims to integrate people into the market, whereas the welfare state emphasizes protecting people from the market. He analyzes that this model does not view risk as a danger, but as "an opportunity to ameliorate a situation" (p.289), and the role of the social investment state is to encourage the development of an entrepreneurial culture where citizens must learn to become responsible risk takers. Saint-Martin's critical reflection on the social investment state paradigm in his conclusion is noteworthy: "if the social investment state was born of the convergence of partisan positions regarding the free market, [it is paradoxical that] its implementation is likely to intensify the politicization of disagreements concerning non-economic issues" (p.294).

In spite of the lack of cohesion among the chapters which is mentioned above, *Critical Policy Studies* is an excellent book for Canadian students, giving an overview of emerging critical insights in shifting policy domains. This book offers useful alternatives that Canadian scholars and policymakers should consider in their policy studies at this time when a conventional research paradigm is no longer valid for observing and analysing the current policy world. In addition, it is a great source for international readers who want to understand the Canadian context since it overarches the concepts, theories, and methodologies between conventional and alternative paradigms of Canadian policy studies.

Les organismes communautaires et la transformation de l'État-Providence. Trois décennies de coconstruction des politiques publiques dans le domaine de la santé et des services sociaux.

Christian Jetté

Sainte-Foy: Presses de l'Université du Québec, 2008.

Recension par Jean Proulx, Université du Québec à Montréal

Tiré de la thèse de doctorat qu'a défendue l'auteur en 2005, cet ouvrage porte sur l'évolution des organismes communautaires oeuvrant dans le domaine de la santé

et des services sociaux au Québec. Cet exercice a été réalisé à travers l'étude du *Programme de soutien aux organismes communautaires* (PSOC) qui constitue le principal dispositif de financement pour les organismes communautaires oeuvrant dans ce domaine. Soulignons d'entrée de jeu que l'analyse déborde largement « la simple analyse statistique des montants versés par le PSOC » (p. 39), et qu'elle porte surtout sur « les positions portées par les acteurs sociaux concernés », à savoir le ministère de la Santé et des Services sociaux (et ses différentes composantes) d'une part, et les principaux regroupements d'organismes communautaires d'autre part.

L'ouvrage est divisé en 11 chapitres. Le premier chapitre définit le cadre général d'analyse utilisé par l'auteur ainsi que son objet d'étude. Trois apports théoriques viennent alimenter l'analyse : la théorie des mouvements sociaux; l'école de la régulation; et la théorie de l'économie des grandeurs. Cette théorie de Boltanski et Thévenot (1991) postule que, dans les rapports sociaux, il existe des « mondes communs », chacun étant guidé par un « principe supérieur » (ou, si l'on veut, par sa propre logique d'action), et à partir desquels des individus ou des organisations peuvent s'entendre. Cet emprunt à la théorie de l'économie des grandeurs constitue sans doute ici l'aspect le plus novateur de l'ouvrage.

Les chapitres suivants sont regroupés en trois grandes parties, chacune référant à trois périodes correspondant « à autant de moments décisifs donnant lieu à de nouveaux arrangements institutionnels » (p. 40) entre le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) et les organismes communautaires : la période 1970-1979; la période 1980-1990; et la période 1991-2001. Chacune de ces trois parties est composée de trois chapitres qui, tour à tour, présentent le contexte social et économique caractéristique de la décennie, les changements survenus dans les politiques sociosanitaires, et ceux survenus dans les rapports entre le MSSS et les organismes communautaires. Le dernier chapitre constituant une sorte de synthèse générale, l'auteur y fait état des sept principaux « constats » qu'il a pu tirer de son analyse.

Je n'ai que des bons mots pour cet ouvrage. Non seulement l'auteur fait-il oeuvre historique de façon magistrale, mais son angle d'approche et d'analyse, tiré en grande partie de la théorie de l'économie des grandeurs avec ses mondes de l'inspiration, industriel ou connexionniste, est des plus intéressants. Mais cet angle d'approche est surtout des plus évocateurs pour appréhender l'évolution des organismes communautaires en lien avec la mise en place et la transformation de l'État-Providence au Québec. Ayant personnellement été longtemps impliqué dans le milieu communautaire québécois, je me suis pour ma part beaucoup reconnu dans la critique « artiste » et comme porteur de cette logique d'action (monde de l'inspiration), souvent en opposition d'ailleurs avec la critique sociale associée au fordisme et au contrôle technocratique. Cette opposition entre ces deux logiques d'action à l'intérieur du système de santé et des services sociaux est ici brillamment mise en évidence par l'auteur qui, par le fait même, vient en quelque sorte légitimer

la critique artiste portée par les organismes communautaires, à côté de la critique sociale, critique davantage portée par les producteurs de services du système public (les syndicats) et qui a eu, historiquement, meilleure presse.

Par ailleurs, nous sommes ici en présence d'un ouvrage qui est très fouillé au plan historique. Même si, personnellement, j'avais déjà lu passablement sur le sujet, j'y ai appris beaucoup de choses sur les années 1970 et 1980, que j'ai vécues partiellement en retrait, et les faits rapportés pour la décennie 1990, au cours de laquelle j'ai été très actif, m'apparaissent tout à fait justes.

Sur ces 400 pages, il y a bien quelques passages qui mériteraient sans doute d'être discutés plus à fond. Par exemple, aux pages 328-329, peut-être l'auteur fait-il une association trop facile ou trop automatique entre le *Programme de soutien aux organismes communautaires* (PSOC) et la « prévention » et les services de « 1^{ère} ligne ». Ainsi, il me semble que beaucoup d'organismes communautaires offrent des services qui, s'ils sont certes différents de ceux offerts dans le réseau public, ne constituent pas nécessairement des activités dites de « prévention ». De même en ce qui a trait aux services de « 1^{ère} ligne » : est-ce que le fait d'être financée dans le cadre du PSOC fait automatiquement d'une ressource d'hébergement un service de 1^{ère} ligne ? Dans le même ordre d'idée, l'auteur insiste sur l'importance du *Programme de soutien aux organismes communautaires* comme « incubateur d'innovations sociales ». On peut ici se demander si l'auteur ne présente pas une vision un peu trop idyllique des organismes communautaires.

D'ailleurs, un peu plus loin dans l'ouvrage, l'auteur fait le constat de la transformation des pratiques qui a commencé à s'opérer au sein des organismes communautaires (professionnalisation, approche « clientèle »), surtout au cours des années 1990. Mais il le fait sur un ton juste, sans se laisser entraîner dans le discours nostalgique et culpabilisant comme certains sont portés à le faire. Ceci dit, il le fait peut-être de façon trop brève, compte tenu de l'importance de ce changement (passage du monde du don au monde industriel ou, plus justement, de l'influence croissante des approches du monde industriel dans les pratiques communautaires). D'ailleurs, dans la conclusion à ce chapitre, il aurait sans doute été intéressant justement de faire le lien entre, d'une part, le financement accru octroyé aux organismes communautaires au fil des ans et le processus plus poussé d'institutionnalisation dans lequel ils se sont engagés et, d'autre part, la professionnalisation et les pressions accrues que subissent les organismes communautaires à l'intégration de leurs activités dans les réseaux intégrés de services.

Enfin, la conclusion, qui présente le *Programme de soutien aux organismes communautaires* comme étant l'élément déterminant et ayant structuré les rapports MSSS/organismes communautaires, et le reflet du compromis négocié comme nouvelle forme d'arrangement institutionnel favorisant l'autonomie et l'innovation sociale, est très intéressante. Si, comme l'auteur l'affirme, cet arrangement institutionnel est sans doute le garant du futur pour continuer à soutenir l'autonomie et

l'innovation sociale, il minimise peut-être les pressions liées à la nouvelle conjoncture dont il fait précisément état de façon assez convaincante dans les pages précédentes : retour à l'hospitalo-centrisme; généralisation des principes de la « nouvelle gestion publique »; réseaux intégrés de services, etc. Il ne s'agit pas ici d'être alarmiste et de sortir les épouvantails, mais il nous semble que l'auteur insiste peut-être trop peu sur cet aspect, comme si par magie le *Programme de soutien aux organismes communautaires* suffirait à lui seul à préserver la spécificité de l'apport des organismes communautaires au système sociosanitaire.

En somme, malgré les quelques bémols somme toute mineurs que nous avons apportés, ce qu'il faut surtout retenir ici est que ce livre de Jetté constitue, sans aucun doute, un ouvrage absolument incontournable pour quiconque s'intéresse à l'évolution des organismes communautaires au Québec. Mais, plus encore, il devient un ouvrage incontournable pour quiconque veut saisir l'évolution de l'État-Providence au Québec dans le domaine sociosanitaire à travers le prisme des organismes communautaires. Nous sommes donc ici en présence d'un ouvrage tout à fait exceptionnel que toutes les personnes qui s'intéressent ou qui sont actives dans la mise en œuvre des politiques post-providentialistes devraient s'empresser de lire, qu'elles soient du Québec ou d'ailleurs au Canada.

Multicultural Educational Policies in Canada and the United States

Reva Joshee and Lauri Johnson, Editors
UBC Press, 2007

Reviewed by Paul R. Carr

When contacted to review *Multicultural Educational Policies in Canada and the United States*, which is deftly edited by Reva Joshee (a Canadian) and Lauri Johnson (an American), it immediately dawned on me that there are few works that address such a pivotal concern in both societies, especially at a time when the neoliberal web of domination around what is taught and learned in schools is increasingly questioned in education circles. The issue of multiculturalism is problematic at several levels but this does not negate its relevance. Rather, many would argue that a more critical, in-depth interrogation of how societies understand, deal with, and craft policies to respond to de facto multiculturalism is a necessary step to achieving the full benefits of ethno-cultural, racial, religious, linguistic, sexual, class and other forms of pluralism.

Comparing and exposing multicultural education policies is important because